La parole comme arme de mobilisation politique

Speech as a Weapon for Political Activism

Isabelle Thireau et Chang Shu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8424>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8424

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 35-58

Référence électronique

Isabelle Thireau et Chang Shu, « La parole comme arme de mobilisation politique », *Études rurales* [En ligne], 179 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8424> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8424

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_179&ID_ARTICLE=ETRU_179_0035

La parole comme arme de mobilisation politique

par Isabelle THIREAU et Chang SHU

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2007/01 - 179

ISSN 0014-2182 | pages 35 à 58

Pour citer cet article :

— Thireau I. et Shu C., La parole comme arme de mobilisation politique, Études rurales 2007/01, 179, p. 35-58.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA PAROLE COMME ARME DE MOBILISATION POLITIQUE

Isabelle Thireau et Chang Shu

EN OCTOBRE 1953, alors que la réforme agraire n'est achevée que depuis un an dans de nombreuses régions de Chine, le gouvernement central annonce la mise en place du « système d'achat et de ravitaillement unifié » (*tonggou tongxiao*) qui établit le monopole de l'État sur l'acquisition et la distribution des produits agricoles¹. Peu d'études, en Chine comme à l'étranger, ont été consacrées à cette étape intermédiaire entre la réforme agraire (loi du 28 juin 1950) et le mouvement de collectivisation lancé à grande échelle à la fin de l'année 1955, lequel aboutira, fin 1956, à l'organisation en coopératives de la totalité des 120 millions de familles rurales.

Il s'agit pourtant d'une réforme majeure. L'État met fin aux transactions privées concernant les grains, le coton, les plantes oléagineuses et autres produits agricoles, et se réserve le droit d'acheter l'ensemble de la production du pays. Très vite, les consommateurs des villes et des campagnes cessent de se ravitailler dans les commerces ou sur les marchés privés : les produits achetés par l'État sont distribués également par l'État, à des prix que celui-ci fixe selon un système de rationnement qui entre

en vigueur au même moment. La mise en œuvre de cette économie spécifique oblige les paysans à vendre à bas prix les produits qu'ils cultivent et à acquérir, à un prix élevé, les biens dont ils ont besoin. C'est l'écart entre ces deux prix qui permet l'accumulation des fonds nécessaires au développement industriel.

Pendant plusieurs décennies, ce « système d'achat et de ravitaillement unifié » a contribué, avec d'autres dispositifs, à l'existence d'une société duale caractérisée par une coupure entre villes et campagnes. Cette coupure perdure jusqu'à aujourd'hui : les revenus des citadins sont six fois plus élevés que les revenus des paysans, et la Chine est l'un des pays où les inégalités entre villes et campagnes sont les plus fortes [Riskin, Zhao et Li 2001].

Le *tonggou tongxiao* suscite des bouleversements immédiats dans les campagnes chinoises : abolition du rôle du marché et disparition de nombreux métiers et activités qui lui sont liés, réduction considérable de la place des foires locales, restriction des échanges entre les régions. Il instaure une forte dépendance des individus et des foyers vis-à-vis de l'État.

L'objet de cet article est d'étudier le mouvement de mobilisation politique qui accompagne la mise en place de ce monopole économique. Parmi les multiples « campagnes politiques » qui, après la réforme agraire, ont été qualifiées de « mouvements de masses », le *tonggou tongxiao* est l'un des seuls mouvements qui visent les foyers paysans, jouissant

1. Les auteurs remercient Isabelle Landry-Deron pour sa relecture attentive de ce texte.

de la propriété privée de leurs terres, et non des entités collectives (telles les coopératives). En effet, à partir de 1958, les campagnes politiques viseront les communes populaires (avec les brigades et les équipes de production qui les composent) et, après les communes populaires, elles viseront les villages et les cantons, détenteurs de droits de propriété collectifs sur les terres cultivées.

Les injonctions en faveur du « système d'achat et de ravitaillement unifié » ont été confrontées aux intérêts particuliers des foyers paysans, à des manières d'apprécier le juste et l'injuste, le légitime et l'illégitime, associées aux usages et aux attentes découlant des droits de propriété privée existants. Comme le montre l'article précédent de Gao Wangling dans ce volume, ces droits avaient été ébranlés et non pas consolidés pendant la réforme agraire.

De façon plus nette que lors des mouvements ultérieurs, les moyens utilisés pour persuader chaque propriétaire privé d'adopter le comportement requis mettent en évidence des pratiques caractéristiques du projet totalitaire chinois, tel l'usage de stéréotypes destinés à instaurer une réalité sociale commune et à établir des liens spécifiques entre paroles et actions publiques. Le recours à ces jugements de valeur exclusifs, associant évaluations morales et politiques, permet de désigner à tout moment des « ennemis politiques » et d'imposer ainsi à tous les conduites requises.

Les « récits d'amertume » de la réforme agraire : un précédent majeur

Avant d'évoquer les événements qui se déroulent ainsi à la fin de l'année 1953, il convient de dire quelques mots de la campagne politique

ayant soutenu la réforme agraire, au cours de laquelle fut utilisé le principe de la lutte des classes, qui allait prévaloir pendant tous les mouvements ultérieurs.

La réforme agraire de 1950 constitue l'un des moments fondateurs du projet révolutionnaire chinois. Les techniques de mobilisation alors employées pour faire disparaître l'ennemi économique et politique qu'incarnent les « propriétaires fonciers féodaux » et pour permettre à la petite paysannerie de s'émanciper contribuent à instaurer l'ordre politique qui dominera pendant les décennies suivantes.

On peut distinguer deux grandes phases dans cette mobilisation. La première fut caractérisée par les séances dites de récits d'amertume : lors d'assemblées plus ou moins élargies, certains paysans étaient amenés à exposer les souffrances et injustices dont ils avaient été victimes. Au départ, chacun avait le droit de prendre la parole, et les accusations étaient souvent dirigées vers l'extérieur du groupe (représentants locaux du parti nationaliste ou soldats japonais). Puis, des paysans furent choisis par les équipes chargées de faire appliquer la réforme et furent incités à s'en prendre à des membres du groupe accusés d'appartenir à la classe des « propriétaires fonciers ». Ces récits, qui mêlaient la description et l'évaluation des faits reprochés, désignaient publiquement des coupables : ces derniers étaient tenus de remettre argent et bijoux ; leurs maisons étaient fouillées et leurs biens confisqués. L'immoralité de leur conduite était associée à leur appartenance de classe, quelle que soit la réalité de leur aisance matérielle. Aux séances de « récits d'amertume » succédaient des

« séances de lutte » au cours desquelles ceux qui avaient été mis en accusation étaient malmenés et frappés.

La deuxième phase fut celle de l'attribution des étiquettes de classe et de la distribution des terres. De nouvelles réunions furent organisées dans les villages, au cours desquelles les foyers, en commençant par les foyers sans terres et les ouvriers agricoles, prirent la parole pour décrire leur situation matérielle et pour proposer que leur soit attribué un statut de classe particulier. Les terres et le petit outillage agricole furent ensuite redistribués.

Ces deux étapes suscitérent la mise en place de deux groupes d'accusés qui ne se recouvraient que partiellement. Le premier groupe était composé de ceux qui, sous couvert de formulations économiques, avaient été désignés comme coupables parce qu'ils étaient autrefois écoutés du fait qu'ils exerçaient des responsabilités dans la gestion des affaires communes. Ce groupe comprenait aussi ceux qui, dans le passé, avaient été en conflit avec les accusateurs d'aujourd'hui, leur avaient fait « perdre la face » ou qui ne leur avaient pas accordé la « face » (c'est-à-dire la considération) qu'ils étaient en droit d'attendre. Le second groupe rassemblait ceux dont la situation matérielle passée était telle qu'ils avaient été rangés, selon les critères économiques détaillés dans les textes de la réforme agricole, dans la catégorie des « propriétaires fonciers » ou « paysans riches ».

Les discriminations subies lors de la phase des « récits d'amertume » ne furent jamais oubliées, comme l'exprime cette paysanne du village de Ping'an, dans la province du Guangdong, située au sud de la Chine :

Pendant les premiers mois de la réforme agricole, ils ont dit que j'étais une mauvaise personne parce que mon mari tenait un petit commerce au bourg [...] Je devais faire tout ce qu'on me demandait ; j'étais parfois frappée aux jambes par les plus jeunes ; on ne m'invitait à aucune réunion, ce qui me faisait très peur. Mais j'osais rien dire. Et puis, au moment des étiquettes de classe, on a dit que j'étais une bonne personne, qu'on pouvait ni me frapper ni me punir. Comment je pouvais être mauvaise un jour et bonne un autre ? J'ai jamais oublié cette période².

Des victimes singulières mais exemplaires furent ainsi sélectionnées dans chaque localité et reçurent le monopole d'une parole accusatrice publique reposant à la fois sur des principes moraux partagés et sur des catégories nouvelles. Cette parole permettait des révélations sur le passé et inscrivait certains dans le rôle des coupables : des coupables désignés par leur seule appartenance à une classe jugée néfaste et distincte des masses ; des coupables privés de toute parole qui ne soit pas un aveu. Les situations décrites dans les « récits d'amertume » et présentées comme autant d'expériences de l'inacceptable justifiaient l'exercice de représailles contre les accusés.

C'est avec cette première étape de la réforme agricole que s'instaure une économie de

2. Entretien avec Wu Qumei, New York, 22 juin 1988. Cette femme a ainsi été accusée non pas parce que son mari tenait un petit commerce au bourg mais parce qu'il était responsable, avec d'autres, de l'un des segments lignagers locaux.

la terreur, fondée sur l'usage particulier que le régime communiste chinois fait du principe de la lutte des classes et qui se stabilise, dans les campagnes, avec la mobilisation politique en faveur du *tonggou tongxiao*. C'est pourquoi nous reviendrons souvent, au cours de cet article, sur ce moment fondateur.

Le recours à la violence pour une mobilisation à contre-courant

Cette économie de la terreur repose tout d'abord sur le recours à la violence. Le « système d'achat et de ravitaillement unifié » est adopté quelques mois après la fin de la réforme agraire, un peu plus d'un an après la « campagne pour la liquidation des contre-révolutionnaires » de 1951-1952, et un an exactement après la campagne dite des « Cinq Anti » de 1952 dirigée contre les pots-de-vin, la fraude, l'évasion fiscale, le détournement des biens de l'État et l'obtention illégale de secrets économiques.

Toutes ces campagnes successives avaient revêtu un caractère spectaculaire qui a contribué au climat de terreur dans lequel s'est déroulée la lutte contre les opposants au « système d'achat unifié ».

Lors du mouvement d'élimination des contre-révolutionnaires, Mao Zedong avait annoncé qu'il fallait « exécuter rapidement et sans faiblir tous les contre-révolutionnaires qui devaient être tués. Pour qu'ils n'aient pas le temps de réagir »³ :

Il faut tuer tous ceux que le peuple souhaite voir tués, pour apaiser la colère du peuple et consolider le travail de production⁴.

Mao avait, au demeurant, clairement indiqué que le but recherché était de créer un climat de terreur :

On tue quelques personnes, et il y a un tremblement. Pourquoi avoir peur des tremblements ? C'est justement ce dont nous avons besoin⁵.

Il avait, en outre, précisé comment « répression » et « propagande » devaient être associées :

La répression des contre-révolutionnaires, que ce soit en ville ou à la campagne, il faut la mener à grande échelle et faire de cette répression une propagande telle qu'elle soit connue de tous dans le peuple⁶.

À cette occasion il avait fixé les quotas de contre-révolutionnaires à éliminer : 1 sur 1 000 dans les campagnes et 0,5 sur 1 000 dans les villes. Dans les régions du nord-ouest peu peuplées, c'était le second quota qui était applicable, même dans les zones rurales⁷.

Soixante ans après cette vague d'exécutions, les personnes que nous avons rencontrées dans le village de Dazhai (province du Shanxi) étaient encore traumatisées par

3. *Œuvres choisies de Mao Zedong (Mao Zedong wenxuan)*, vol. 6, Pékin, Renmin chubanshe, 1999 (8^e édition), p. 119.

4. *Ibid.*, p. 123.

5. *Vive la pensée de Mao Zedong (Maosi wansui)*, Hong-Kong, Po Wen Book, 1969, p. 596.

6. *Œuvres choisies de Mao Zedong*, vol. 6, p. 120.

7. *Ibid.*, pp. 158-159.

l'atmosphère terrible qui régnait alors⁸. Ces images étaient restées d'autant plus présentes à l'esprit des habitants des villes et des campagnes que, en 1953, étaient arrivées les nouvelles injonctions en faveur du « système d'achat et de ravitaillement unifié ».

Rappelons que la réforme agraire, qui a été mise en œuvre entre 1950 et 1952 dans les zones nouvellement « libérées » par le parti communiste chinois après son arrivée au pouvoir en 1949, s'est accompagnée d'exactions bien plus importantes que celles commises lors du mouvement d'élimination des contre-révolutionnaires de 1951-1952. À titre d'exemples, dans la province du Guangdong, 7 % des paysans qui s'étaient vu attribuer l'étiquette de « propriétaires fonciers » furent tués, se suicidèrent ou firent de la prison [Ye 2000 : 1083]. Le seul district de Qujiang organisa quelque 26 assemblées rendant des jugements publics, lesquelles décidèrent de l'exécution de 118 personnes [*ibid.* : 1118]. Dans le village de Ping'an, 10 des 200 habitants que comptait cette localité furent arrêtés, malmenés et frappés lors des « séances de lutte » qui suivirent de très près les séances des « récits d'amertume » [Thireau et Hua 1998].

Selon une expression de l'époque, les paysans « mobilisés » devaient se mettre en quête de trois « racines » : « la racine de la pauvreté », « la racine de l'injustice » et « la racine de la haine ». Les victimes, et les nouveaux proches qui se rassemblaient autour d'elles, étaient encouragées par les équipes chargées de la réforme agraire à demander réparation, à régler les comptes en s'emparant des biens des accusés, mais aussi à en appeler à une juste vengeance. De tels appels à la vengeance

instituaient et manifestaient la non-appartenance aux « bonnes classes sociales » des membres de la communauté désignés comme des « ennemis de classe ». Les membres des « bonnes classes sociales » se rassemblaient ainsi autour des accusateurs.

Autrement dit, c'est pendant la réforme agraire que fut instaurée une pratique partagée pour opérer à de nouvelles distinctions au sein de chaque localité. Plus que jamais, la vengeance était considérée comme légitime.

Les violences physiques ne cesseront pas lorsque le parti communiste aura pris le pouvoir dans les villages et y aura installé des représentants lui devant obéissance. Elles deviendront même plus systématiques encore : il ne s'agira plus seulement de persuader les paysans de recourir à la violence mais bien davantage de les dissuader de se soustraire à cette violence.

Cette violence, on la retrouve durant la campagne politique en faveur du *tonggou tongxiao*. D'autant plus qu'il n'est nullement dans l'intérêt des foyers paysans de vendre toutes leurs céréales à l'État. Contrairement à la redistribution des terres, dont on peut penser qu'elle a rencontré les intérêts d'une partie au

8. Récit d'un habitant de Dazhai : « À l'époque de la campagne contre les contre-révolutionnaires, j'avais 13-14 ans. J'allais à l'école. Le 1^{er} mai (jour de la fête nationale) et le 1^{er} octobre (jour anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine) étaient jours d'exécution. Les écoliers allaient, en rangs, assister à ces cérémonies. On chantait tous : "Réprimer les contre-révolutionnaires, c'est le devoir de chacun..." Ensuite on nous emmenait voir les corps de ceux qui avaient été exécutés. » Entretien avec DGF, municipalité de Jinzhong (Shanxi), 28 février 2004.

moins de la paysannerie, la mise en place du monopole d'État sur la production agricole ne procurait aucun avantage aux producteurs et marchands concernés. Un document interne au Comité du Parti de la province du Hubei signale, d'ailleurs, en 1953 :

Les cadres de base du Parti ont du mal à mettre en œuvre le nouveau « système d'achat et de ravitaillement unifié » [...]. La majorité d'entre eux disent qu'ils ne parviennent pas à trouver les arguments pour convaincre les paysans, [...] qu'ils ne trouvent pas les points de rencontre entre les intérêts des foyers paysans et ceux de l'État [...]. Certains d'entre eux estiment qu'il s'agit là d'une « seconde réforme agraire », d'une attaque lancée contre les paysans⁹.

Que le nouveau « système » soit contraire aux intérêts des paysans est un fait admis par les plus hauts dirigeants chinois. Au moment même où la décision est prise de lancer cette réforme pour garantir le développement d'une économie planifiée, Mao écrit :

Les problèmes qui peuvent en découler sont 1) le mécontentement des paysans ; 2) le mécontentement des citadins ; et 3) le mécontentement de l'opinion internationale [...]. C'est pourquoi il nous faut faire la guerre à ceux qui vendent des céréales et à ceux qui en consomment. Il nous faut absolument être prêts à nous mobiliser de façon active¹⁰.

Il s'agit donc bien de lancer une campagne de mobilisation pour imposer un système contraire à la volonté de ceux-là mêmes qui doivent être mobilisés. D'où, sans doute, les directives énoncées par Mao :

Il faut faire une propagande locale, à très grande échelle, en faveur de la nouvelle politique du « système d'achat et de ravitaillement unifié », mais il ne faut pas que la presse en dise un seul mot¹¹.

Cette dernière recommandation explique en partie le peu d'études consacrées à cette réforme. Elle illustre également la distinction que le parti communiste chinois a faite entre ce qui doit et ce qui ne doit pas faire l'objet d'une expression ou d'une manifestation publique, qu'il s'agisse de l'action de l'État ou de la conduite des citoyens.

Face à la réticence des foyers paysans à remettre à l'État le produit de leur récolte, le recours à la force, institué depuis quelques années comme arme de mobilisation légitime, a donc été utilisé. Cette violence est peu mentionnée dans les documents officiels. Dans le texte fondateur du mouvement et émanant du Comité central du parti communiste chinois, intitulé « Les grandes lignes du travail de propagande concernant le système d'achat unifié des céréales », sur 5 000 caractères, 100 seulement sont consacrés à l'usage de la violence. Ils sont toutefois éloquentes :

9. « Directive concernant le travail de mobilisation des cadres afin qu'ils aient une appréciation correcte du travail en faveur du système d'achat et de ravitaillement unifié » (Guanyu zuohao dongyuan ganbu zhengque renshi liangshi tonggou tongxiao gongzuo de zhishi), Comité du Parti de la province du Hubei, 10 octobre 1953.

10. *Œuvres choisies de Mao Zedong*, vol. 6, pp. 295-297.

11. Idem.

Il faut redoubler de vigilance [...] et s'opposer aux éléments illégaux qui voudraient nuire à « l'achat unifié », attaquer les contre-révolutionnaires qui commettent des actes de destruction¹².

Les actes marquant un désaccord avec le « système d'achat unifié » sont donc désignés comme étant le fait d'« éléments illégaux » ou de « contre-révolutionnaires ». La prise de parole, au nom des intérêts paysans, contre ce nouveau dispositif est ainsi empêchée. Dans une directive urgente ayant trait à la répression par la force, un gouvernement préfectoral écrit :

Il nous faut lancer haut et fort une attaque politique à grande échelle contre les ennemis, réfuter les rumeurs, dénoncer et frapper les actions destructrices des ennemis [...]. Il nous faut attaquer sans fléchir les criminels qui nuisent au « mouvement d'achat unifié », attaquer sans relâche les contre-révolutionnaires, s'emparer des affaires exemplaires, punir avec sévérité les coupables, affirmer pleinement la puissance de la politique et du droit¹³.

Ce même texte insiste sur la nécessité de faire une large propagande en faveur de la répression des ennemis pour semer la peur :

Il faut punir 1 personne pour que 100 aient peur.

Un autre document interne au Comité du Parti, provenant de la même préfecture, évoque, de façon concrète, les formes qu'a revêtues cette répression politique. Il y est indiqué que les trois quarts des attaques menées contre les réfractaires au nouveau système se fondaient sur des propos que les paysans auraient soi-disant tenus : 93 personnes,

étiquetées « contre-révolutionnaires », furent exécutées ; 26 marchands de grains et « opportunistes » spéculant sur les céréales furent punis¹⁴. Toutes ces arrestations, sanctions et exécutions firent l'objet de grands rassemblements au cours desquels ces affaires étaient longuement exposées¹⁵.

Les vagues de violence qui se sont succédé depuis 1949 contribuent à expliquer l'incapacité, dans laquelle se sont trouvés les foyers paysans, de se protéger lors du lancement du « système d'achat unifié ». Un marchand de céréales raconte :

L'année du *tonggou tongxiao*, on a plus eu le droit de tenir des commerces [privés] ; [...] alors, du jour au lendemain, on a fermé. À l'époque, on avait pas d'autre choix que d'obéir ; on faisait tout simplement ce que l'État nous demandait de faire¹⁶.

12. Document publié le 31 octobre 1953 : « Zhonggong zhongyang guanyu tonggou liangshi de xuanchuan yaodian ».

13. Comité du Parti de la préfecture de ZD, « Directive urgente concernant le mouvement actuel d'achat et de ravitaillement unifié » (Dui dangqian tonggou tongxiao yundong de jinji zhishi), 7 février 1954.

14. Comité du Parti de la préfecture de ZD, « Récapitulatif essentiel concernant la mise en application de la ligne générale portant sur le système d'achat et de ravitaillement unifié des céréales » (Guanche zongluxian tonggou tongxiao liangshi de jiben zongjie), 19 janvier 1954.

15. *Annales du district de Xiyang (Xiyang xianzhi)*, Pékin, Zhonghua shuju, 1999, p. 652.

16. Entretien avec LY, district de Qi (Shanxi), 20 août 2005.

Ce que confirme cet autre paysan :

L'année du *tonggou tongxiao*, comme on osait pas ne pas respecter les quotas fixés, si on ne pouvait pas remettre [à l'État] le volume de céréales requis, on donnait les grains qu'on avait mis de côté pour nourrir la famille. C'est pour ça que beaucoup n'ont pas eu assez à manger et sont morts de faim¹⁷.

Cette peur et cette terreur entretenues constituent assurément l'un des principaux facteurs de réussite apparente du mouvement de mobilisation en faveur du monopole voulu par l'État.

Une hiérarchie interne au peuple

Évoquer uniquement le recours à la violence pour décrire les techniques utilisées pendant cette campagne de mobilisation serait réducteur. Les moyens mis en œuvre sont bien plus complexes, même si cette violence a bel et bien contribué à la rupture du tissu commun, à l'isolement et à l'atomisation des individus que décrit Hannah Arendt [1952].

Durant cette campagne, comme durant les mouvements ultérieurs, le pouvoir politique a, en effet, pris appui sur la hiérarchie instaurée au sein du peuple dès la réforme agraire. Un peuple, loin de former un corps unique et unifié. Les étiquettes de classe s'étaient multipliées après la réforme agraire au lieu de disparaître comme prévu. À la fin des années 1970, plus de soixante statuts différents coexistaient ainsi. Mais surtout, dans chaque village, dans chaque entreprise, un groupe d'activistes locaux, fortement structuré et étroitement contrôlé, avait été mis en place pour persuader les autres « éléments du peuple » d'adopter le comportement requis.

Soulignons que cette hiérarchie interne au peuple avait été instaurée dès la phase des « récits d'amertume ». La langue de l'accusation avait été alors modifiée, conduisant à la formation de deux groupes : il y avait, d'un côté, ceux qui avaient le pouvoir d'accuser (auxquels succéderont les activistes locaux) et, de l'autre, ceux qui étaient privés de parole accusatrice. Face à ces deux groupes, deux catégories d'auditoire avaient été distinguées : le public autorisé à assister à ces séances et encouragé à exprimer, le moment venu, un devoir de vengeance partagé, et le public empêché de paraître, composé de ceux qui, sans être sur le banc des accusés, étaient suspectés et n'étaient donc pas convoqués à ces réunions. Ces processus de distinction au sein du peuple, sans cesse remaniés, constituaient, depuis lors, l'une des pratiques spécifiques du projet totalitaire chinois.

Il y avait bien division au sein du peuple et opposition entre le peuple et l'Autre. Tout en faisant l'objet d'une exclusion, l'Autre demeurait présent au sein de chaque communauté et donnait à voir aux membres du peuple, comme une menace, ce qui pouvait advenir d'eux. Une division qui était affichée : plus que d'autres, certains incarnaient le peuple.

Les activistes locaux forment un groupe distinct au sein de la population. Au moment même où il prend la décision de « lancer une bataille » sur le front des céréales et autres produits agricoles, Mao proclame l'importance qu'il accorde à cette catégorie :

17. Entretien avec GJL, district de Xiyang (Shanxi), 18 mars 2004.

Pour mettre en œuvre le système du *tonggou tongxiao*, sur qui faut-il prendre appui ? Il faut essentiellement prendre appui sur les membres du Parti, les cadres ruraux et ceux qui, parmi les paysans, se distinguent comme activistes. On trouve ces activistes parmi les paysans pauvres, les paysans moyens et dans les foyers qui manquent de grains¹⁸.

Cette liste présente les différents groupes sur lesquels le parti communiste chinois s'est appuyé pour gouverner : les instances de pouvoir du Parti et de l'État, bien sûr, auxquelles s'ajoutent les activistes issus de la population ordinaire. Dès la période dite de Yen'an, c'est-à-dire dès 1935, le parti communiste avait désigné ce mode de gouvernement comme « un mode de travail reposant sur l'alliance entre les éléments dirigeants et les larges masses ». Derrière cette dernière expression se cache un groupe bien précis, représentant les éléments dits progressistes au sein des masses populaires. Le texte, d'où est tirée cette citation¹⁹, précise qu'il s'agit de prendre les organes de pouvoir du Parti et du gouvernement comme noyau dirigeant, et de sélectionner, parmi la population locale, 10 à 20 % d'activistes. Le noyau dirigeant doit s'appuyer sur les activistes pour diffuser, au sein du peuple, les différentes mesures politiques adoptées.

Qui sont ces activistes ? Quelle est leur formation ? Pourquoi acceptent-ils cette forme de sacrifice ? Dans une étude sur les activistes locaux, Hua Linshan arrive au constat suivant :

parmi eux, des membres du Parti ou de la Ligue de la jeunesse communiste qui ont également fait l'objet d'une sélection et d'une formation mais qui n'ont pas encore été promus cadres [1994 : 13].

Hua Linshan parle à ce propos de la formation d'une catégorie spécifique au sein de la société chinoise : celle du « peuple avancé » [*ibid.*]. Le Parti souligne régulièrement que ceux qui sont choisis comme activistes sont plus « avancés » ou plus progressistes que les autres, insistant par là-même sur leur comportement politique plutôt que sur leur statut social. L'historien décrit également comment les nouveaux dirigeants chinois s'efforcent effectivement, dès leur arrivée au pouvoir, de former un groupe représentant environ 10 à 20 % de la population locale, dans chaque village, dans chaque canton, dans chaque district ou municipalité. C'est en prenant appui sur ce « peuple avancé » que le Parti gouverne et contrôle le reste de la population. Mao a nommé ce modèle de gouvernement particulier « la dictature des masses » pour bien le distinguer du modèle soviétique. Les critères des autorités communistes pour sélectionner les éléments du « peuple avancé » sont officiellement, outre la fiabilité politique (soit l'obéissance au Parti), « les compétences, l'équité et l'estime accordée par les masses ». Ceux qui possèdent des savoir-faire ou des compétences techniques spécifiques sont souvent sollicités.

Les activistes sont choisis avec attention par les cadres du Parti et forment un groupe social spécifique ayant reçu une formation systématique. On compte aussi,

18. *Œuvres choisies de Mao Zedong*, vol. 2, p. 295.

19. « Décision du Comité central du PCC concernant l'examen des cadres » (*Zhonggong zhongyang guanyu shencha ganbu de jue ding*), 15 août 1943.

Les documents officiels étudiés par Hua Linshan montrent également que le mode de distribution des biens et ressources rares, disponibles au sein de la société, privilégie ce groupe social et encourage donc les individus à essayer d'en faire partie. Que ce soit pour l'affectation à un emploi rémunéré, pour une promotion ou pour une nomination à un poste de cadre, les membres du « peuple avancé » sont prioritaires. Par ailleurs, il est absolument nécessaire d'avoir été activiste pour pouvoir envisager devenir membre du Parti, puis cadre.

Toutefois, si l'assurance d'obtenir des privilèges explique en partie le nombre élevé des candidatures, la possibilité de se soustraire aux critiques et aux accusations lors des campagnes politiques constitue une autre motivation – peut-être même la plus décisive – pour ceux qui cherchent à être admis au sein de ce groupe. En effet, dans une situation où les mouvements de masses se succèdent et où les victimes des « séances de lutte » sont désignées de façon arbitraire, il est prudent, pour échapper à la répression politique, de se placer sous la protection des autorités communistes, qui, à travers les textes officiels, ne cachent pas leur engagement :

Il faut protéger fermement chaque activiste. Les activistes peuvent parfois se tromper, mais ils n'en restent pas moins des activistes²⁰.

En d'autres termes, si l'on manifestait l'activisme souhaité, on était à l'abri, même en cas d'erreur²¹. C'était une soupape de sécurité pour soi-même, comme pour sa famille et ses proches.

Bien entendu, certains paysans ont rejoint le groupe des activistes par simple conviction politique.

Pendant la campagne en faveur du « système d'achat et de ravitaillement unifié », des directives reprenant les propos de Mao sont promulguées pour asseoir l'importance du rôle attribué aux activistes :

Il nous faut insister sur le rôle dirigeant du Parti, sur le rôle de modèle que jouent les membres du Parti, et développer le rôle des activistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti.

Il nous faut mettre en œuvre la nouvelle politique adoptée en partant de l'intérieur du Parti pour aller vers l'extérieur, en allant des activistes vers les masses ordinaires. Il nous faut mobiliser à tous les niveaux en prenant appui sur la méthode de travail de la ligne des masses²².

20. *Vive la pensée de Mao Zedong*, p. 206.

21. Citons, à ce titre, l'exemple de Chen Yonggui, activiste puis dirigeant à Dazhai. Pendant la guerre anti-japonaise, il avait appartenu à une organisation japonaise. La plupart de ceux qui avaient suivi la même voie que lui avaient été exécutés au début de la réforme agraire. L'activisme de Chen Yonggui, qui était sans équivalent à Dazhai, lui a sauvé la vie.

22. Voir « Avis concernant la propagande à effectuer immédiatement auprès des cadres et des masses à propos du système d'achat et de ravitaillement unifié » (Guanyu xiang ganbu qunzhong liji jinxing zongluxian xuanchuan de tongzhi), Comité du Parti de la préfecture de ZD, 13 novembre 1953. Voir aussi « Directive urgente à propos du système actuel d'achat et de ravitaillement unifié » (Dui dangqian tonggou tongxiao de jinji zhishi), Comité du Parti de la préfecture de ZD, 4 décembre 1954.

Concrètement, comment s'est appliquée cette méthode de travail dite de « la ligne des masses » ?

Prenons l'exemple de la préfecture de ZD dans la province du Shanxi²³. En octobre 1953, peu après que les dirigeants chinois ont pris la décision d'adopter le *tonggou tongxiao*, plusieurs réunions sont organisées dans les différents districts administrés par cette préfecture pour convaincre les cadres du Parti du bien-fondé de la nouvelle politique et les amener à une position commune. Puis, répondant à une directive du 31 octobre 1953 sur les points essentiels du travail de propagande en faveur du « système d'achat et de ravitaillement unifié », des procédures de mobilisation locale sont mises en œuvre : au cours de la première quinzaine du mois de novembre, 203 450 activistes reçoivent une formation de courte durée, portant à la fois sur le contenu de la propagande à mener et sur les moyens à utiliser. Puis, le 5 décembre 1953, des équipes composées de cadres du Parti entament, dans chaque village, le travail de mobilisation des foyers paysans, avec le soutien, sur place, des activistes. En tout, ce sont alors 86,6 % des paysans adultes qui sont confrontés à des « séances d'éducation idéologique » ou à des séances dites « d'auto-éducation par les masses » puisqu'il s'agit, en théorie, pour les masses, d'être éduquées par les masses. Dans le même temps, les activistes montrent l'exemple dans leur localité en remettant leurs réserves familiales de céréales à l'État et en encourageant les autres foyers à faire de même. Les objectifs assignés à cette préfecture concernant le volume des produits agricoles à vendre à l'État sont atteints dès la fin du mois de décembre 1953.

La préfecture de ZD compte alors une population active de 1 340 000 personnes. Les activistes représentent donc environ 15 % de la main-d'œuvre. Cette mobilisation importante n'est pas le seul fait de cette campagne politique : elle se retrouve à chaque mouvement. Elle n'est pas non plus spécifique de la préfecture du Shanxi. Dans la province du Guangdong, par exemple, quelque 2 millions d'activistes furent mobilisés pendant la campagne en faveur du « système d'achat unifié », ce qui représente 11 % de la population active [Ye 2000 : 1132].

Intéressons-nous maintenant au rôle assigné aux activistes dans cette campagne. Chen Yonggui, futur dirigeant du village de Dazhai, était déjà, à l'époque du *tonggou tongxiao*, un activiste réputé dans toute la préfecture de ZD. Sa formation à peine terminée, son premier geste fut de vendre à l'État 5 500 livres de

23. Le récit qui suit a été reconstitué à partir d'un certain nombre de documents émanant du Comité du Parti de la préfecture de ZD : « Avis concernant le travail de propagande immédiat à réaliser au sujet du programme établi par les cadres et les masses des cantons » (Guanyu xiang ganbu qunzhong liji jinxing zongluxian xuanchuan de tongzhi), 13 novembre 1953 ; « Bref rapport concernant les réunions d'activistes convoquées dans chaque district » (Guanyu gexian zhaokai huodong fenzi huiyi qingkuang de jianbao), 17 novembre 1953 ; « Bref rapport concernant le plan de développement pour l'année 1954 » (Guanyu 1954 nian fazhan jihua jianbao), 23 décembre 1953 ; « Récapitulatif essentiel concernant la mise en application de la ligne générale portant sur le système d'achat et de ravitaillement unifié des céréales » (Guanche zongluxian tonggou tongxiao liangshi de jiben zongjie), 19 janvier 1954.

grains sur les 6 000 que possédait sa famille²⁴. Un autre activiste du village, Li Xiqing, livra, quant à lui, 6 000 livres de grains. Les 14 membres locaux du Parti remirent, en tout, 12 200 livres de céréales à l'État, soit deux fois plus que ce qui leur était demandé²⁵. Soulignons que Dazhai comptait en 1953 une main-d'œuvre active de 71 personnes âgées de plus de 16 ans²⁶. Un document interne à la préfecture signale que « le mouvement patriotique de vente des céréales a démarré très vite à Dazhai. Le village devait remettre au total 35 000 livres de grains, mais le secrétaire du Parti s'engagea avec confiance à remettre en tout 60 000 livres²⁷. » Le quota finalement atteint fut de 45 000 livres²⁸.

Les activistes ne se sont pas contentés de donner l'exemple en livrant à l'État des quantités supérieures à celles qui étaient réclamées. Les mesures qui accompagnaient la mise en place du nouveau dispositif spécifiaient que les grains vendus à l'État devaient être ceux qui restaient une fois que « les grains pour la bouche » (ceux nécessaires à la consommation familiale) avaient été mis de côté. L'estimation, pour chaque foyer, du volume de céréales à remettre à l'État impliquait donc toute une série de calculs sur lesquels il fallait s'entendre : le montant de la production par *mu* selon la qualité des parcelles ; la quantité de grains à conserver pour les semences et pour le bétail ; celle à retrancher pour la consommation familiale (à raison de 360 livres par individu et par an). La production totale devait être évaluée en fonction des résultats de l'année précédente et des variations enregistrées pendant les premiers mois de l'année en cours. Pour diminuer la quantité

de céréales qu'ils devaient vendre à l'État au prix faible imposé, les foyers furent enclins à annoncer des chiffres de production inférieurs à la réalité.

Des études révèlent qu'en 1952, l'achat, puis la vente, de 100 yuans de produits agricoles permettait à l'État de faire un bénéfice de 17,9 yuans. En 1953, ce chiffre était passé à 23 yuans. En d'autres termes, plus les familles vendaient leurs grains à l'État, plus leurs pertes étaient élevées²⁹. C'est pourquoi, à son arrivée à Dazhai, l'équipe de travail chargée de superviser le mouvement s'entendit dire que la production par *mu* était de 220 livres en moyenne pour l'année en cours, ce qui représentait une baisse de 11 livres par rapport à l'année précédente. Un document de 1954 rapporte :

24. *Annales du village de Dazhai (Dazhai cunzhi)*, éditées par Wang Junshan, Taiyuan, Shanxi renmin chubanshe, 2003.

25. Comité du Parti de la préfecture de ZD, « Rapport concernant l'expérience initiale acquise par le Comité du Parti de Dazhai de Xiyang dans la mobilisation idéologique interne au Parti » (Xiyang Dazhai zhibu zai dangnei jinxing sixiang fadong de chubu jingyan tongbao), 14 décembre 1953.

26. *Ibid.*

27. *Ibid.*

28. *Ibid.*

29. Voir www.xjairport.com.cn/book/jishi/010-103.htm. En outre, à l'époque, 1 livre de maïs était achetée par l'État au prix de 0,094 yuan mais était vendue 0,34 yuan au marché noir. Entretien avec GJL, Xiyang (Shanxi), 18 mars 2004.

L'équipe de travail a demandé aux activistes d'annoncer les chiffres de production de leurs terres [...]. Ce sont eux qui ont donné l'exemple dans ce domaine, et leur action a été décisive. Cela a permis de mener une critique pertinente à l'encontre de tous ceux qui voulaient tromper l'État et avaient développé, de façon spontanée, une pensée capitaliste [...]. En partant de l'intérieur vers l'extérieur, en allant des activistes vers les masses ordinaires et en effectuant un travail incessant de va-et-vient, la production par *mu* a été fixée à 264,5 livres, ce qui signifie une augmentation de 33,5 livres par *mu* par rapport à l'année précédente³⁰.

C'est sur la base de ce chiffre que l'équipe de travail a établi ensuite, avec les cadres locaux et les activistes, la quantité de céréales due à l'État par chaque foyer³¹.

Sans l'engagement radical des activistes, qui représentaient un groupe numériquement important qui vivait aux côtés des paysans ordinaires, le « système d'achat et de ravitaillement unifié » n'aurait pu être adopté avec une telle rapidité et une telle efficacité. Les archives administratives ainsi que les entretiens réalisés sur place soulignent que les activistes ont bel et bien fourni des quantités de céréales supérieures à ce qui était attendu. L'un des habitants de Dazhai raconte aujourd'hui :

Les activistes montraient l'exemple tout en sachant pertinemment que, sur le plan des grains, c'était à leur détriment. Et c'est bien parce qu'ils acceptaient, eux, ce sacrifice, qu'il devenait plus difficile pour nous autres de prendre la parole pour nous opposer à cette mesure. L'activiste Chen Yonggui n'a gardé que 500 livres pour sa famille de 4 personnes.

Mais on sait très bien chez nous qu'il faut environ 360 livres par personne pour survivre. Quelques mois après le mouvement, toute sa famille n'avait plus de quoi manger : il a fallu qu'ils trouvent toutes sortes de moyens pour survivre³².

Les activistes faisaient aussi usage de « techniques d'auto-éducation » pour mobiliser et éduquer le reste des foyers³³. Ces techniques prennent appui sur une autre forme de violence : celle du langage et, plus précisément, du langage oral.

Des simulacres d'échanges sociaux

Comme cela a été observé dans d'autres contextes dominés par une visée totalitaire [Rossi 1997 ; Klemperer 2003], la mise en œuvre du principe de la lutte des classes en Chine s'est appuyée sur une violence langagière. Une violence qui privilégiait l'expression orale échangée lors de moments d'interaction très localisés et imposait un sens exclusif aux situations. L'objectif ici n'était pas tant de persuader ou de galvaniser les membres du peuple que de les dissuader

30. Comité du Parti de la préfecture de ZD, « Circulaire concernant l'expérience acquise dans la mobilisation idéologique dans le canton expérimental de Dazhai de Xiyang » (Xiyang Dazhai shidianxiang jinxing sixiang fadong de jingyan tongbao), 24 novembre 1954.

31. Un habitant de Dazhai rapporte que le volume des céréales vendu à l'État fut supérieur à ce qu'il aurait dû être, entraînant de graves problèmes de subsistance. Entretien avec DJF, Jinzhong (Shanxi), 28 février 2004.

32. Entretien avec GHZ, Jinzhong (Shanxi), 6 août 2005.

33. *Ibid.*

d'accomplir des actions autres que celles voulues par le pouvoir politique.

Le lien qui existait, dans les villages chinois avant 1949, entre la considération sociale et la prise de parole en public a fait l'objet d'une de nos précédentes analyses [Thireau et Hua 1998]. D'une manière constante, c'est par la parole que s'exerçait le pouvoir des responsables locaux, un pouvoir désigné comme la capacité à « dire les événements », à leur donner un sens. Les notables locaux étaient évalués en fonction de leur aptitude à trouver les mots justes dans n'importe quelle situation. De façon plus générale, une hiérarchie existait au sein des villages, qui ne recouvrait pas la réalité des positions économiques mais qui correspondait davantage à la façon dont la parole était distribuée, sollicitée ou écoutée, dans les différents lieux. Si le pouvoir de prendre la parole et d'être entendu était synonyme de « face » ou d'estime, c'était aussi par la parole qu'on faisait « perdre la face » à autrui.

Pendant la réforme agraire, et surtout au cours des séances de « récits d'amertume », la prise de parole est restée essentielle même si le pouvoir de prendre la parole a été redistribué à des personnes, désignées comme victimes d'injustices passées, et tenues de désigner, à leur tour, des coupables. Ces victimes ont d'emblée été placées en position de supériorité puisqu'elles ont été légitimées à prendre la parole, à prononcer des accusations et à jouir du pouvoir conféré à ceux qui détiennent et disent la vérité. Les individus suspectés ont été écartés des lieux où sévissait la parole accusatrice ; ceux qui ont été accusés ont été privés de parole, signe de ce que leur statut social passé était devenu caduc.

L'importance spécifique que l'on accorde à la parole se retrouve dans toutes les campagnes politiques qui se sont ensuite succédées. Le langage constitue l'une des principales armes des activistes. En utilisant un vocabulaire exclusif pour juger du bien-fondé des actes d'autrui, ce sont eux qui ont imposé certaines conduites.

La campagne en faveur du « système d'achat unifié » ne fait pas exception. Les activistes ont pris la tête du mouvement en poussant à l'adoption de chiffres de production élevés et en proposant de livrer des quantités de grains supérieures à ce qui était réclamé. Ils ont provoqué des moments d'échanges répétés entre eux et le reste des foyers paysans. À travers ces échanges qualifiés de mouvement d'« auto-éducation des masses », les foyers ordinaires ont été amenés à reproduire les actions des activistes, en avançant, eux aussi, des chiffres de production élevés et en remettant à l'État plus que ce qui était demandé. Car, en réalité, le résultat de ces interactions était fixé à l'avance. Les propos pouvant ou devant être prononcés étaient connus d'avance, et les propos indicibles faisaient l'objet d'injonctions très puissantes qui conditionnaient les actions à accomplir.

Des entretiens menés récemment avec des villageois de Dazhai montrent que les cadres du Parti et les activistes s'en prirent, en groupe, à des paysans isolés pour les convaincre d'agir dans le sens voulu. Le rapport de force très dissymétrique entre les uns et les autres et les menaces implicites qui pesèrent sur ces individus interdirent toute véritable discussion. Un paysan raconte :

Je me souviens qu'intérieurement j'étais contre [...], mais, dans cette situation, on ne pouvait pas s'opposer. Être considéré comme un élément « arriéré », ça rendait la vie de tous les jours très difficile. Ils venaient à plusieurs, ils se mettaient à parler avec toi et te demandaient : « Alors, tu veux faire comme nous et vendre ? » [...] Jour et nuit, ils n'arrêtaient pas de t'interroger. On ne pouvait pas ne rien dire et on ne pouvait pas non plus dire autre chose que ce qu'ils attendaient. Moi, je ne voulais pas tout vendre à l'État, mais quelle raison je pouvais mettre en avant ? Dans le fond, j'étais pas d'accord, mais je ne pouvais pas faire autrement que de me montrer d'accord³⁴.

Un document interne au Parti³⁵ insiste sur le fait qu'il s'avère nécessaire de mener un travail de mobilisation répété auprès des paysans :

Il y a des individus dont la pensée ne peut pas s'éclairer d'un seul coup. Il faut s'y reprendre plusieurs fois avec eux, agir auprès d'eux de façon incessante. Dans le district de Zhongshan, un paysan n'a consenti à vendre ses céréales à l'État qu'après avoir été éduqué à plus de dix reprises : c'est là une preuve éclatante.

Ce qui explique les propos de cet autre paysan :

En réalité, « faire le travail » [idéologique] des autres, ça voulait dire que les activistes ne s'arrêtaient que lorsqu'ils avaient obtenu ce qu'ils voulaient. Et ça pouvait prendre du temps, si tu vois ce que je veux dire...³⁶

Un autre encore décrit ainsi ces moments qui n'avaient de l'échange que l'apparence :

D'abord, t'osais pas parler. Car tout ce que tu pouvais dire qui n'allait pas dans leur sens était critiqué (*piping*). Et si tu t'obstinais, ça devenait sérieux : tu étais conduit à des « séances de critique » (*pipan*), avec tout ce que ça implique. Ils réunissaient des assemblées où tu étais le seul à être critiqué. On t'accusait de ne pas être satisfait du système socialiste, de ne pas suivre la ligne socialiste. On te soupçonnait publiquement de vouloir suivre la voie capitaliste. Là, on en était au stade de la stigmatisation (*pipan*) et non plus de la critique (*piping*). C'était très organisé. Il valait mieux que tu changes : sinon, tu étais emmené à la préfecture où tu étais jugé (*shenpan*)³⁷.

Dans une situation où les mots autres que ceux qui avaient force de loi ne pouvaient être prononcés sous peine de conséquences majeures et où les paysans qui restaient silencieux étaient entrepris de façon incessante, la seule issue possible était d'aller dans le sens attendu, quitte à ce que cela passe pour le résultat d'une « mobilisation » ou d'une « éducation » réussies.

Quelle que soit leur position sociale, les paysans que nous avons rencontrés à Dazhai nous ont expliqué qu'à l'époque ils n'osaient pas dire « n'importe quoi ». Leurs propos pouvaient, en effet, être qualifiés de « réactionnaires » et

34. Entretien avec GHZ, Jinzhong (Shanxi), 6 août 2005.

35. Émanant du poste de commandement céréaliier de la province du Guangdong, 13 janvier 1954.

36. Entretien avec GBW, district de Xiyang (Shanxi), 18 mars 2004.

37. Entretien avec LY, district de Qi (Shanxi), 20 août 2005.

pouvaient les exposer à des critiques plus menaçantes encore s'ils venaient à s'obstiner. À chaque fois, les verdicts et les sanctions infligées étaient annoncés à la population locale à grand renfort de publicité pour mieux désigner le champ des propos interdits. Sous le coup des attaques répétées, les foyers paysans ont effectivement évité de prononcer des paroles qui risquaient de les mettre en danger. D'autant que, si les activistes avaient la responsabilité d'« éduquer » les masses, ils avaient aussi celle de rapporter aux autorités supérieures les propos déviants. Un document interne au Parti précise :

Tous les cinq foyers, ou pour cinq à sept personnes, il faut implanter l'un des nôtres, connaître les propos et les pensées de chacun, et les faire connaître en haut lieu si nécessaire³⁸.

Un autre document insiste sur la protection due à ceux qui procèdent à ces rapports :

Ceux qui se livrent à des représailles contre ceux qui ont procédé à des dénonciations doivent être sévèrement punis [Ye 2000 : 1089].

Les activistes étaient appuyés, dans leur démarche, par ceux qui souhaitaient venir rejoindre leurs rangs. Ce qui faisait apparaître une forme d'autocensure chez les paysans :

On avait travaillé dur et, pourtant, on se retrouvait le ventre vide. Ce genre de choses, on pouvait en faire part qu'aux amis les plus proches³⁹.

On osait rien dire à ceux qui étaient un peu plus éloignés. Si tu voulais passer ta colère, tu rentrais chez toi, tu fermais la porte et tu t'exprimais devant les tiens. Mais tu osais rien dire devant

les personnes extérieures à la famille. Si tu parlais à l'intérieur et qu'on t'entendait de l'extérieur, tout pouvait être répété et tu étais bon pour une « séance de critique »⁴⁰.

Le pouvoir politique avait, en outre, recours à la force pour obliger les paysans à prononcer les paroles attendues. Les personnes interrogées nous ont raconté, à plusieurs reprises, comment, lors des assemblées, les organisateurs, mais aussi les membres de l'auditoire, étaient tous appelés à prendre la parole en public⁴¹. Ceux qui refusaient passaient pour être réticents à l'égard du mouvement. Des documents internes au Parti reconnaissent que les cadres proféraient des menaces à l'encontre de ceux qui restaient muets en ces occasions⁴².

38. Comité du Parti de la province du Zhejiang, « Directive concernant la défense de la sécurité dans la province du Zhejiang » (Zhejiang sheng zhian baowei gongzuo de zhishi), document numéro 087.

39. Entretien avec GCX et GM, Xiyang (Shanxi), 18 mars 2004.

40. Entretien avec GCT, Xiyang (Shanxi), 19 mars 2004.

41. Entretiens avec GCL, Xiyang (Shanxi), 21 mars 2004, avec QI, Jinzhong (Shanxi), 3 mars 2004 et avec LSG, Jinzhong (Shanxi), 26 février 2004.

42. Voir « Rapport du Comité du Parti de la préfecture de Liaocheng concernant quelques problèmes rencontrés dans la mobilisation des vieux paysans moyens » (Liaocheng dewei Guanyu fadong laozhongnong de jige wenti de baogao), 11 janvier 1954. Voir aussi « Rapport du commandement céréalière de la province du Guangdong concernant le problème des paysans moyens » (Guangdong sheng liangshi zonghui zhibu guanyu zhongnong wenti de baogao), 13 janvier 1954.

Ces moments revêtant la forme d'échanges entre individus mais qui se déroulaient dans le cadre d'un rapport de force tout à fait inégal ne visaient pas, à l'évidence, la quête d'un sens raisonnable et partagé. Avec un résultat déterminé à l'avance, ils ne peuvent être considérés autrement que comme des « simulacres d'interactions ».

Des jugements de valeur contrôlés.

Le contrôle par les jugements de valeur

Les simulacres d'interactions qui ont eu lieu durant le mouvement en faveur du *tonggou tongxiao* révèlent l'usage particulier que le pouvoir politique et, donc aussi, les activistes ont fait des arguments normatifs ou moraux, en particulier des jugements de valeur. Ces liens spécifiques tissés entre arguments moraux et jugements politiques expliquent les difficultés que les foyers paysans ont rencontrées pour s'opposer, de façon ouverte, aux nouvelles mesures qui leur étaient imposées.

Là encore, les séances de « récits d'amertume » constituent un précédent. Ces séances mettaient en scène deux figures principales : la victime et des coupables. Le comportement des accusés, qualifié d'immoral, était dénoncé pour justifier l'attribution d'un statut politique négatif. Comportement moral et statut politique étaient donc étroitement associés dès cette époque, même si les récits différaient beaucoup, faisaient appel à des appuis normatifs variés et apparaissaient comme plus ou moins exemplaires. Ces récits étaient considérés avant tout comme des prototypes devant permettre de fonder des raisonnements et des catégories très générales, malgré le flou qui entourait les rapprochements établis entre les cas particuliers.

Après la réforme agraire, la figure de la victime, et sa capacité à susciter indignation morale et action collective, disparut. Seule demeura la puissance de l'accusation et le pouvoir qu'elle confère. L'accusation était désormais formulée dans la langue de stéréotypes imposés. Les arguments normatifs énoncés revêtaient une grande importance même si l'on ne peut véritablement parler de morale ni même d'expression d'un ordre moral ou d'entreprise de moralisation. Pendant la campagne de mobilisation en faveur du *tonggou tongxiao*, pour imposer aux paysans les comportements requis, les activistes eurent ainsi recours à un vocabulaire exclusif, à la fois politique et moral, pour fonder le sens et la recevabilité des actions et des situations.

Les jugements de valeur alors exprimés étaient conformes à l'idéologie politique en vigueur mais aussi à la morale traditionnelle, qui privilégie, par exemple, la prise en compte des attentes du groupe au-delà de la défense des intérêts particuliers des foyers. Ainsi, vendre ses grains à l'État, c'était à la fois une action patriotique et c'était suivre la voie du socialisme. Refuser, ne serait-ce que quelques jours, de s'exécuter était publiquement interprété comme une volonté de « suivre la voie capitaliste », un jugement politique associé à son tour à d'autres jugements moraux : indifférence à autrui, poursuite de son enrichissement personnel⁴³.

Ces façons exclusives de donner du sens aux situations, que nous appellerons des

43. Document publié le 31 octobre 1953 : « Zhonggong zhongyang guanyu tonggou liangshi de xuanchuan yaodian ».

évaluations partiales, étaient seules admises même si elles étaient démenties par la réalité. Par exemple, un document de 1953 indiquait qu'il fallait expliquer aux paysans que ce mouvement avait pour objet de donner à manger à tous, que le prix d'achat fixé par l'État était raisonnable et qu'ils n'étaient absolument pas perdants dans cette transaction⁴⁴. Or, à l'évidence, cela n'était pas vrai : le prix de vente à l'État était plus faible que celui autrefois négocié sur le marché, beaucoup plus faible que celui pratiqué sur le marché noir, alors que le prix d'achat des produits manufacturés ne cessait d'augmenter.

Ces évaluations partiales orientaient donc la réalité sociale officiellement partagée⁴⁵. Non seulement elles étaient les seules à pouvoir être énoncées, mais elles devaient l'être sans que, ni les critères qui fondaient les accusations ni la véracité des faits reprochés puissent être vérifiés. Du coup, ceux qui ne se rangeaient pas sous la bannière officielle ou qui agissaient de façon différente étaient taxés d'immoralité. Aux « bons éléments », qui reconnaissaient que l'État achetait leur production de grains à un prix raisonnable, avec pour objectif de permettre à chacun de manger à sa faim, s'opposaient les « mauvais éléments », qui ne se préoccupaient pas d'autrui et n'avaient en tête que leur propre intérêt.

Ce genre d'affirmations furent répétées à l'envi pendant toute la campagne, notamment lors des échanges entre activistes et paysans ordinaires. Ceux qui refusaient de vendre leur production étaient désignés comme responsables du « manque à manger » des ouvriers, des habitants des villes et des bourgs, mais aussi

des foyers paysans ne produisant pas assez pour leur consommation⁴⁶. Ceux qui avaient des réserves de céréales et ne les vendaient pas étaient des « sans cœur » : l'État avait redistribué les terres au moment de la réforme agraire sans rien demander en retour ; aussi était-il juste et normal que, maintenant qu'il rencontrait des difficultés, les foyers paysans lui vendent leur production⁴⁷.

Aussi mettait-on en avant le fait que le prix des produits manufacturés avait diminué par rapport aux années de guerre et de chaos (1937-1949) : les paysans qui profitaient de cette baisse ne pouvaient donc pas refuser « d'offrir » leurs céréales pour soutenir l'effort d'industrialisation du pays⁴⁸.

44. *Ibid.*

45. Sur le sens de la « réalité sociale », lire A. Cottureau [1999].

46. « Plan du Département de la propagande du Comité central concernant la propagande en faveur de la récolte d'automne et de l'acquisition des grains » (Zhongyang xuanchuanbu guanyu qiushou he liangshi tonggou de xuanchuan tigan), 14 octobre 1954.

47. « Rapport concernant l'expérience initiale acquise par le comité du Parti de Xiyang dans la mobilisation idéologique interne au Parti », 14 décembre 1953.

48. Voir « Rapport du Comité du Parti de la préfecture de Liaocheng concernant quelques problèmes rencontrés dans la mobilisation des vieux paysans moyens » (Liaocheng dewei Guanyu fadong laozhongnong de jige wenti de baogao), 11 janvier 1954. Voir aussi « Rapport du commandement céréalière de la province du Guangdong concernant le problème des paysans moyens » (Guangdong sheng liangshi zonghui zhibu guanyu zhongnong wenti de baogao), 13 janvier 1954.

Les paysans dénoncés par les activistes pour avoir avancé des chiffres de production erronés étaient déconsidérés et avaient le sentiment de « perdre la face » au sein de leur communauté. Ces jugements de valeur exclusifs étaient particulièrement efficaces du fait que les paysans étaient des êtres moraux qui reconnaissaient les obligations qui les liaient à autrui et ne souhaitaient pas être identifiés comme porteurs d'intentions négatives envers autrui.

Les cadres du Parti et les activistes, agissant de façon conforme aux jugements de valeur imposés, avaient donc pour tâche « d'éduquer » les paysans afin qu'ils se comportent, eux aussi, comme des êtres moraux. Ils n'étaient pas publiquement considérés comme des délateurs mais comme des personnes luttant contre le mal, soucieuses de rendre la justice et qui réaffirmaient ainsi leur propre moralité.

Au cours de cette campagne, comme au cours de toutes celles qui suivront, les autorités politiques eurent à cœur de convaincre, aussi rapidement que possible, les foyers paysans. Dans les villages chinois, un comportement accepté et soutenu par la plupart des habitants est, en effet, volontiers jugé de façon positive sur le plan normatif. Ce comportement est d'emblée considéré comme correct, raisonnable et légitime. Obtenir qu'une majorité de la population locale manifeste une adhésion, même apparente, au nouveau dispositif permettait au pouvoir politique de prouver la validité et la légitimité de ce dispositif.

De nombreux écrits de Mao soulignent l'importance extrême que celui-ci accordait, pour cette raison, au rapport de force numérique instauré entre les partisans et les

opposants d'une politique donnée. Dans le cas de la campagne en faveur du *tonggou tongxiao*, Mao estimait que le mouvement rencontrerait l'hostilité de seulement 15 % de la population, composés des paysans riches et moyens riches, et qu'il bénéficierait du soutien de la majorité des foyers paysans⁴⁹. Ce « diagnostic » prenait appui sur les calculs suivants :

Le Parti va entraîner les 10 % de la population, composés d'éléments modèles, pour qu'ils luttent contre les 15 à 20 % de la population, composés de mauvais éléments⁵⁰.

Il y a, dans chaque localité, environ 30 % d'activistes, 30 % d'éléments qui ne sont pas d'accord avec les activistes ou qui sont des propriétaires fonciers et des paysans riches, et 40 % d'éléments qui suivront la tendance générale. Si on considère les activistes et ces derniers, on arrive à 70 %⁵¹.

Je pense que, en tout, dans le pays, il y a seulement 10 % de la population qui ne soutient pas le socialisme⁵².

Dans les évaluations de Mao, les opposants aux mesures prises ne représentaient donc qu'une minorité de la population concernée, la majorité soutenant les nouvelles orientations politiques. Cette majorité existait bel et bien : dans chaque village et, plus tard, en ville, dans chaque unité de travail. Peu après les débuts de la campagne en faveur du « système d'achat

49. *Vive la pensée de Mao Zedong*, 1969, p. 129.

50. *Ibid.*, p. 605.

51. *Ibid.*, p. 296.

52. *Ibid.*, p. 132.

unifié », cette majorité s'afficha même visiblement lors des assemblées, des stages de formation, des « séances de lutte » quotidiennes. En apparence, la majorité soutenait la politique adoptée : la vente des grains à l'État se faisait le même jour pour tous les foyers, et chacun pouvait assister au spectacle des familles remettant aux autorités villageoises une partie de leur production. Cette forme de pression normative vint s'ajouter aux pressions qui s'exerçaient déjà sur les individus.

Le rôle des activistes consistait à convaincre de plus en plus de paysans afin de pouvoir rassembler autour d'eux une majorité, puis ils devaient faire pression sur les foyers restants, devenus minoritaires. Le secrétaire du Parti d'un village décrit ainsi ce processus :

Les foyers choisis au départ ne représentaient pas 30 % des familles. On a commencé par convaincre les cadres, les membres du Parti, les activistes et les foyers qui avaient de bonnes relations avec ces derniers. Peu à peu, on est arrivé à 30 % de la population, et après, ça a été beaucoup plus rapide [...]. Une fois que la moitié des foyers ont été de notre côté, on a pu qualifier les autres d'« attardés », de « minoritaires », et là on s'est attaqué à eux, vague par vague. À la fin tout le monde était d'accord. Même si ceux qui étaient minoritaires n'étaient pas d'accord, ils n'osaient rien dire. Foyer après foyer, les activistes sont allés les voir : comment pouvaient-ils refuser de vendre leurs grains à l'État alors que tous les autres avaient accepté ?⁵³

Comment refuser ce que la plupart des foyers avaient accepté et ce qui, dès lors, ne pouvait être que légitime ? Comment aussi refuser un sacrifice auquel d'autres s'étaient

résolus, sans susciter l'hostilité de tous ? À ce stade, il y avait peu de risques que le recours aux sanctions suscite l'opposition des foyers qui s'étaient déjà résignés et avaient rejoint les rangs de la majorité.

À partir du moment où certaines paroles furent ainsi « privées d'apparition publique », où d'autres firent l'objet d'un usage imposé et exclusif pour désigner le sens et la recevabilité des actions, l'État et ses représentants acquirent un monopole sur les manières publiques de distinguer le raisonnable et l'inacceptable. Il devenait difficile, alors, de se comporter d'une manière déraisonnable, en refusant publiquement de mettre ses actes en conformité avec ses paroles.

Si des villageois entreprenaient des actions visant à protéger les intérêts de leur famille, ils ne pouvaient le faire qu'en cachette, du fait du manque de légitimité apparent de telles conduites, sur le plan politique mais aussi moral. Cette situation explique sans doute le peu de résistance que les villageois ont opposée à la mise en place du « système d'achat et de ravitaillement unifié » qui ne leur était pourtant pas favorable.

L'État avait prévu d'acquérir 77 milliards de livres de grains entre la fin de l'année 1953 et la fin de l'année 1954⁵⁴. Les 82 milliards de livres de grains qu'il avait collectés avant cette échéance avaient dépassé toutes ses espérances⁵⁵.

53. Entretien avec CHZ, Xiyang (Shanxi), 7 août 2005.

54. *Œuvres choisies de Mao Zedong*, vol. 6, 1999, p. 386.

55. *Vive la pensée de Mao Zedong*, 1969, p. 153.

Des manifestations informelles de résistance à la collectivisation

Il est cependant impossible, même à un pouvoir politique ayant des ambitions totalitaires, de contrôler la façon dont les individus éprouvent la situation qui leur est imposée et font notamment l'expérience de privations (dus aux quotas de livraison trop élevés). Il en a résulté des actions individuelles, qui ont été effectuées en silence, en dehors des moments de débats publics ou d'échanges forcés avec les activistes. Elles n'ont fait l'objet ni de délibérations ni de discussions collectives, mais chacun a agi dans son coin. Les sanctions des autorités se sont avérées impuissantes face à ces conduites singulières mais largement partagées. D'où les transformations politiques intervenues au cours de la troisième année d'existence du *tonggou tonxiao*.

Dans un premier temps, les résultats positifs obtenus fin 1953 et début 1954 ont renforcé la confiance de l'État dans sa capacité à atteindre les objectifs fixés. L'année suivante, 1954-1955, a été une année de catastrophes naturelles. L'État a eu besoin de disposer de plus de grains et a donc lancé le slogan « Vendre un peu plus »⁵⁶ : les foyers devaient vendre à l'État « 10 milliards de livres supplémentaires »⁵⁷. Or, le chiffre atteint au cours de l'année précédente représentait déjà un effort extrême pour les paysans et il semblait quasiment impossible d'aller au-delà.

Plusieurs de nos interlocuteurs se souviennent parfaitement de ce slogan :

Il fallait livrer plus de céréales : c'était pas simple. Combien il fallait en donner

de plus : c'était pas clair. On vous prenait simplement plus de céréales. Ça, pour ce qui était d'acheter, ils ont acheté. Au deuxième mois de l'année lunaire, les casseroles étaient devenues inutiles : on pouvait rester toute une journée sans voir la couleur du riz⁵⁸.

Livrer plus, ça voulait dire quoi au juste ? Ils ne donnaient pas de chiffres précis. Ils disaient simplement : « Donnez tout ce que vous pouvez. » Si on vendait pas, ils disaient qu'on se livrait à des actions destructrices. Pas étonnant qu'on se soit soudain retrouvés le ventre vide !⁵⁹

Malgré tout, l'État a pu acheter, fin 1954-début 1955, un peu plus de 92 milliards de livres de grains. Toutefois, au début de la troisième année, il s'est retrouvé face à une majorité silencieuse de foyers qui résistaient à ces achats en se détournant des travaux des champs. Le 3 mars 1955, le Parti publiait une « directive urgente pour stabiliser l'état d'esprit des paysans relatif au travail de production », dans laquelle on pouvait lire :

56. Voir « Rapport du comité du Parti de la préfecture de Liaocheng concernant quelques problèmes rencontrés dans la mobilisation des vieux paysans moyens » (Liaocheng dewei Guanyu fadong laozhongnong de jige wenti de baogao), 11 janvier 1954. Voir aussi « Rapport du commandement céréalier de la province du Guangdong concernant le problème des paysans moyens » (Guangdong sheng liangshi zonghui zhibu guanyu zhongnong wenti de baogao), 13 janvier 1954.

57. *Œuvres choisies de Mao Zedong*, vol. 6, 1999, p. 386.

58. Entretien avec GHZ, Jinzhong (Shanxi), 6 août 2005.

59. Entretien avec GJL, Jinzhong (Shanxi), 18 mars 2004.

Alors qu'approche la saison des labours de printemps, les paysans ne montrent aucun entrain à réunir les engrais, à préparer les labours ; ils montrent peu d'enthousiasme à produire.

Les autorités connaissaient la raison de cette désaffection générale puisque le même texte indiquait :

Les paysans ont le sentiment que la mobilisation en faveur du « système d'achat et de ravitaillement unifié » est sans fin et que, quel que soit le montant de leur production, l'État leur achète tout, ce qui ne leur procure aucun avantage [...]. Les paysans sont des gens réalistes : s'ils estiment qu'il n'y a aucun avantage à augmenter la production, ils ne chercheront pas à l'augmenter.

Cette description de la situation semble tout à fait réaliste. L'autre raison qui expliquait le manque d'ardeur des paysans à produire tenait à ce que les foyers, qui produisaient plus, n'en tiraient aucun avantage et se retrouvaient le ventre vide tandis que les foyers, qui produisaient moins, ne s'en sortaient pas plus mal. Quel que soit le travail fourni, le résultat était le même, mais les premiers avaient dépensé plus d'énergie. Confrontés à cette expérience, les paysans ont cessé de s'engager de façon active dans le travail de production. Ils ont, comme le décrit le document cité plus haut, « tué à tour de bras cochons et autres animaux ». Craignant d'être un jour obligés de les vendre aussi à l'État, ils ont préféré les abattre et les vendre à des particuliers, actions que Mao devait qualifier plus tard de « troubles au sein des forces de production ».

Face à ces actions à la fois individuelles et informelles, le pouvoir politique s'est trouvé démuni. Il n'y avait ni organisation ni responsables à réprimer alors même que ces comportements étaient adoptés par de nombreuses personnes. Si l'État se montrait incapable de redresser la situation avant les labours de printemps, l'année à venir serait désastreuse sur le plan de la production. Les dirigeants ont donc annoncé une « concession importante à l'égard des larges masses paysannes », qui contenait trois éléments majeurs : le quota de livraison de grains pour 1955-1956 serait ramené à 90 milliards de livres (plus tard, il sera même ramené à 85 milliards) ; ce chiffre devait rester stable au cours des années suivantes ; les foyers étaient invités à vendre à l'État 40 % de leur production et à garder le reste pour eux.

Cette issue, en apparence positive, a, en fait, été suivie d'une nouvelle réforme aux conséquences dramatiques : en mai 1955, Mao décida brutalement de procéder à la collectivisation des droits de propriété et de gestion des terres agricoles, un épisode que l'histoire du Parti a retenu sous le nom de « grand changement du mois de mai » [Ye 2000 : 1162].

En janvier 1955, Mao avait accepté de ralentir le processus de mise en place des premières coopératives qui avait démarré depuis 1953. Le revirement politique de mai 1955 n'était donc absolument pas prévisible. Mao, lui-même, devait le justifier de la façon suivante :

La classe capitaliste a utilisé les problèmes de grains pour lancer une attaque contre nous⁶⁰.

60. *Ibid.*, p. 1162.

Sous cette pression, il a fallu réagir et, donc, lancer les coopératives. C'est à ce moment-là qu'a été prise la décision de précipiter la création des coopératives⁶⁰.

Quelques mois plus tard, en 1956, la plupart des foyers paysans étaient regroupés au sein de coopératives. Les responsables de ces coopératives étaient tous des éléments choisis et formés par les autorités locales du Parti. Pour se procurer des grains, le pouvoir avait désormais, face à lui, non pas des millions de foyers mais des coopératives placées sous le contrôle des gouvernements locaux.

Avec la mise en place du « système d'achat et de ravitaillement unifié », les paysans

chinois ont donc d'abord perdu le droit de disposer du produit des terres dont ils étaient propriétaires. Puis, très vite, du fait de la résistance, individuelle et silencieuse, qu'ils ont opposée à la campagne de mobilisation en faveur de ce dispositif, ils ont perdu les droits qu'ils détenaient sur la propriété et la gestion des terres cultivées.

Au sortir de cet épisode, ils n'étaient plus des paysans, au sens où ils avaient pu l'être depuis des siècles.

61. *Vive la pensée de Mao Zedong*, 1969, p. 229.

Bibliographie

Arendt, H. — 1952, *The Origins of Totalitarianism*. New York, Harcourt, Brace & Co.

Cottureau, A. — 1999, « Dénis de justice, dénis de réalité : remarques sur la réalité sociale et sa dé-négation », in P. Gruson et R. Dulong eds., *L'expérience du déni*. Paris, Éditions de la MSH : 159-189.

Hua, L. — 1994, « Les causes sociales de l'essor du mouvement rebelle », *Notes de recherche et documents* 9, Centre de recherche et de documentation sur la Chine contemporaine.

Klemperer, V. — 2003, *LTI*. Paris, Éditions Pocket (2^e édition).

Riskin, C., R. Zhao et S. Li — 2001, *China's Retreat from Equality. Income Distribution and Economic Transition*. Londres, M.E. Sharpe.

Rossi, J. — 1997, *Manuel du Goulag*. Paris, Éditions du Cherche-Midi.

Thireau, I. et L. Hua — 1998, *Enquête sociologique sur la Chine, 1911-1949*. Paris, Éditions de la MSH.

Ye, S. — 2000, *Cent ans d'agitation (Bainian jidang)*. Vol. 2. Canton, Guangdong jiaoyu chubanshe.

Résumé

Isabelle Thireau et Chang Shu, *La parole comme arme de mobilisation politique*

On se propose ici d'étudier l'une des multiples campagnes politiques qui se sont succédé depuis la réforme agraire, à savoir la campagne en faveur du « système d'achat et de ravitaillement unifié » (*tonggou tongxiao*), qui établit le monopole de l'État sur l'acquisition et la distribution des produits agricoles, et qui date de la fin de l'année 1953. Après un bref retour sur les « récits d'amertume », précédent majeur dans l'usage de la parole accusatrice, les auteurs présentent les principaux traits de l'économie de la terreur qui se met alors en place pour que les foyers paysans adoptent les comportements requis. Cette terreur ne repose pas seulement sur le recours au principe de la lutte des classes et à la violence langagière. Elle renvoie également au rôle majeur que jouent les activistes locaux en se livrant, avec les paysans ordinaires, à des simulacres d'échanges dont les termes sont déterminés à l'avance. Ces activistes mobilisent des jugements de valeur exclusifs, permettant seuls de fonder le sens et la recevabilité des actions accomplies.

Mots clés

activistes locaux, campagnes politiques, mobilisation politique, (prise de) parole, « système d'achat et de ravitaillement unifié »

Abstract

Isabelle Thireau and Chang Shu, *Speech as a Weapon for Political Activism*

Among the many political campaigns in the wake of land reform, attention is focused on the « unified purchase and sale program » (*tonggou tongxiao*), set up in late 1953 as a state-run monopoly for acquiring and distributing farm produce. After a brief recall of the “bitter accounts of the past,” which served as a major precedent in the use of accusations, the “economy of terror” is described. This terror, which was intended to lead peasant households to adopt required behavior patterns, did not rely on the class struggle or verbal violence alone. It also resulted from the leading role played by local activists who, along with ordinary peasants, were involved in simulated transactions with the conditions set in advance. These activists resorted to exclusive value judgements that endowed actions with meaning and made them acceptable.

Keywords

local activists, political campaigns, political mobilization, speaking up, « unified purchase and sale program » (*tonggou tongxiao*)